

Marc-Philippe DAUBRESSE

*Nord (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 17 janvier 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 17 janvier 2008]

Rapporteur de la proposition de loi visant à renforcer la coopération transfrontalière par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement relatif à un groupement européen de coopération territoriale (n° 314) [16 janvier 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 31 janvier 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 31 janvier 2008]

Rapporteur du projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (n° 1100) [16 septembre 2008]

Cesse d'être vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 septembre 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 314 visant à renforcer la coopération transfrontalière par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement relatif à un groupement européen de coopération territoriale [24 octobre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Marc-Philippe Daubresse et plusieurs de ses collègues visant à renforcer la coopération transfrontalière par la mise en conformité

du code général des collectivités territoriales avec le règlement relatif à un groupement européen de coopération territoriale (n° 314) [22 janvier 2008] (n° 619)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (n° 1100) [18 septembre 2008] (n° 1113)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

HOMMAGE

Aux victimes de la collision entre un car scolaire et un train à Mésinges en Haute-Savoie. Observation d'une minute de silence [2 juin 2008] (p. 2765)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Louis Idiart : précise que, l'orateur ayant demandé la parole après l'annonce du vote, il n'a pu lui permettre de répondre à la commission [12 juillet 2007] (p. 1856)

M. Jean-Marc Ayrault : indique qu'il n'a pas interrompu deux orateurs socialistes alors qu'ils doublaient leur temps de parole [29 novembre 2007] (p. 4866)

M. François Brottes : répond qu'il aurait effectivement dû donner la parole à chacun des auteurs des amendements identiques mis en discussion [9 juin 2008] (p. 3117)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Louis Idiart (cf supra) (p. 1856)

Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2007] (p. 4843)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [29 novembre 2007] (p. 4866)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 30 (attribution des autorisations d'utilisation des fréquences hertziennes)

Répond au rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 3117)

En qualité de Député

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Travail. Négociations. Dialogue social [17 juin 2008] (p. 3498)

DÉBATS

Proposition de loi n° 314 visant à renforcer la coopération transfrontalière par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement relatif à un groupement européen de coopération territoriale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2008] (p. 593)

Son intervention (p. 593)

Thèmes :

Collectivités territoriales : coopération transfrontalière (p. 593)

Collectivités territoriales : coopération transfrontalière : agglomérations nouvelles (p. 594)

Union européenne : programmes (p. 593)

Union européenne : règlements (p. 594)

Discussion de l'article unique [29 janvier 2008] (p. 601)

Ses interventions dans la discussion de l'article unique (p. 601)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son intervention (p. 5150)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5171)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 5210)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compensations financières : revenu de solidarité active (RSA) (p. 5152)

Collectivités territoriales : compensations financières : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 5210)

Communes : centres communaux d'action sociale (CCAS) (p. 5152)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 5172)

Départements : présidents de conseil général : sanctions (p. 5152)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 5152, 5172)

Emploi : contrats aidés : réforme (p. 5151)

Emploi : maisons de l'emploi (p. 5152)

Formation professionnelle (p. 5210)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : plafonnement (p. 5153)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5153)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 5152)

Impôts et taxes : revenus financiers (p. 5152)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 5172, 5210)

Politique sociale : insertion (p. 5152)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 5153)

Politique sociale : pauvreté (p. 5151)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : expérimentation (p. 5172)	Ses interventions (p. 5286, 5293)
Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5151, 5172)	<i>Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)</i>
Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : revenus (p. 5151, 5171)	Ses interventions (p. 5358 et s., 5368, 5391 et s., 5402)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : histoire (p. 5150)	Ses amendements n ^{os} 213 et 214 rectifié : adoptés (p. 5359)
Prestations familiales : caisses (p. 5152)	Répond aux intervention de M. Christophe Sirugue : (p. 5360)
Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)	Son amendement n ^o 215 : adopté (p. 5362)
Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5222 à 5420)	Son amendement n ^o 216 : adopté (p. 5392)
<i>Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)</i>	Son amendement n ^o 37 : adopté (p. 5395)
Ses interventions (p. 5223 et s.)	Son amendement n ^o 217 : adopté (p. 5396)
Son sous-amendement n ^o 420 rectifié à l'adt n ^o 86 rectifié de la commission (p. 5223) : adopté (p. 5225)	Son sous-amendement n ^o 585 à l'adt n ^o 398 de M. Roland Muzeau (p. 5399)
<i>Article 9 (adaptation et harmonisation du cadre juridique et financier des structures d'insertion par l'activité économique et dispositions de coordination dans le code du travail)</i>	Son sous-amendement n ^o 629 à l'adt n ^o 398 de M. Roland Muzeau : adopté (p. 5399)
Ses interventions (p. 5262 et s.)	Son sous-amendement n ^o 584 à l'adt n ^o 396 de M. Dominique Tian : adopté (p. 5400)
Son sous-amendement n ^o 625 à l'adt n ^o 96 de la commission : adopté (p. 5268)	Son amendement n ^o 218 : adopté (p. 5401)
<i>Après l'article 9</i>	Son amendement n ^o 219 : adopté (p. 5402)
Son sous-amendement n ^o 588 (rédactionnel) à l'adt n ^o 348 de M. Christophe Sirugue (coordination des structures d'insertion par l'activité économique) (p. 5269) : adopté (p. 5270)	Son amendement n ^o 220 : adopté (p. 5402)
<i>Article 10 (contrat unique d'insertion)</i>	Son sous-amendement n ^o 598 à l'adt n ^o 395 de M. Dominique Tian (p. 5402) : adopté (p. 5403)
Ses interventions (p. 5273 et s.)	Son amendement n ^o 221 : adopté (p. 5403)
<i>Article 11 (aménagement du contrat d'accompagnement dans l'emploi)</i>	Son amendement n ^o 222 : adopté (p. 5404)
Ses interventions (p. 5277 et s.)	Son sous-amendement n ^o 586 à l'adt n ^o 302 de M. Christophe Sirugue : adopté (p. 5405)
<i>Article 12 (abrogation des contrats d'avenir et des contrats d'insertion-revenu minimum d'activité et aménagements du contrat initiative emploi)</i>	<i>Article 3 précédemment réservé (modalités de compensation des charges nouvelles incombant aux départements du fait de l'extension prévue de leurs compétences)</i>
Son intervention (p. 5279 et s.)	Ses interventions (p. 5410 et s.)
Son sous-amendement n ^o 421 à l'adt n ^o 115 de la commission : adopté (p. 5280)	<i>Article 4 précédemment réservé (dispositions de coordination dans le code de l'action sociale et des familles et réforme du régime de réservation de places de crèche pour les enfants des bénéficiaires de minima sociaux)</i>
Son sous-amendement n ^o 596 à l'adt n ^o 327 de M. Christophe Sirugue : adopté (p. 5280)	Ses interventions (p. 5412 et s.)
<i>Article 13 (dispositions diverses de mise en cohérence)</i>	<i>Article 5 précédemment réservé (dispositions de coordination dans le code de la sécurité sociale et relatives à la couverture maladie universelle complémentaire -CMUC- et à la contribution pour le remboursement de la dette sociale -CRDS)</i>
Son intervention (p. 5280)	Ses interventions (p. 5413 et s.)
<i>Article 1er précédemment réservé (principes des politiques d'insertion)</i>	Son amendement n ^o 426 : adopté (p. 5414)
	Ses amendements n ^{os} 427, 428 rectifié et 429 : adoptés (p. 5414)

Article 6 précédemment réservé (coordinations et droits connexes dans le domaine fiscal)

Son intervention (p. 5414)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 580 rectifié précédemment réservé de la commission (RSA non constitutif de critère unique d'attribution d'aides sociales par les collectivités territoriales) (p. 5415)

Article 7 précédemment réservé (coordinations diverses)

Son amendement n° 418 : adopté (p. 5417)

Article 14 (entrée en vigueur de la réforme)

Son intervention (p. 5418)

Article 16 (fin des expérimentations relatives au RSA et au contrat unique aidé)

Ses interventions (p. 5419)

Article 17 (dispositions transitoires)

Ses interventions (p. 5419)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 128 de la commission (conférence nationale et évaluation) (p. 5419)